

**Avenant du 19 juin 2024**

à l'accord du 24 juillet 2003  
relatif à la prévoyance

NOR : ASET2450706M

IDCC : 2332

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Syndarch ;**

**UNSFA,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFDT SYNATPAU ;**

**FESSAD UNSA ;**

**CFE-CGC BTP,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le présent avenant a pour objet la modification de l'article 2 « Bénéficiaire » de l'accord du 24 juillet 2003 relatif à la prévoyance, afin de le mettre en conformité avec les dispositions du décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective.

**Article 1<sup>er</sup> | Définition des catégories de personnel bénéficiaires**

La rédaction de l'article 2 « Bénéficiaires » de l'accord du 24 juillet 2003 relatif à la prévoyance est modifiée comme suit :

« Sont bénéficiaires de l'accord tous les salariés des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises d'architecture tels que définis en son chapitre 1<sup>er</sup>.

Les vocables "cadres" et "non-cadres" utilisés au sein du présent accord relatif au régime de prévoyance s'entendent des définitions suivantes :

- cadres : personnel relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'ANI de 2017 ;
- non-cadres : personnel ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'ANI de 2017. »

## **Article 2 | Modalités d'application aux entreprises de moins de 50 salariés**

Les partenaires sociaux ont considéré que cet avenant n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1.

En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, *a fortiori* dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

## **Article 3 | Date d'effet**

Le présent accord entrera pleinement en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

## **Article 4 | Durée et procédure d'extension**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord conformément aux dispositions des articles L. 2261-16 et L. 2261-24 du code du travail.

*Fait à Paris, le 19 juin 2024.*

(Suivent les signatures.)